

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BGFIBank Europe

Société Anonyme avec Conseil d'administration au capital de 40 000 000 euros

Siège social : 10-12, rue du Général Foy - 75008 PARIS

511 432 940 R.C.S. PARIS

Exercice social du 01/01/2025 au 31/12/2025

Comptes annuels approuvés par l'A.G.O du 30 avril 2026

1. Etats financiers au titre de l'exercice 2025

1.1 Bilan Actif

BGFI BANK EUROPE	Notes	EXERCICE N	EXERCICE N-1	Variations	
ACTIF				Montants	%
En milliers d'euros					
CAISSE BANQUES CENTRALES C.C.P.	2	295 331	75 320	220 011	292 %
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES					
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3	138 576	82 258	56 318	68 %
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	6	226 461	237 791	-11 330	-5 %
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE		0	0	0	
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE		0	0	0	
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	9	1 583	1 843	-259	-14 %
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES		0	0	0	
CREDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ¹		0	0	0	
LOCATION SIMPLE		0	0	0	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11	424	569	-145	-25 %
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11	241	300	-59	-20 %
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE		0	0	0	
ACTIONS PROPRES		0	0	0	
COMPTES DE NEGOCIATION ET DE REGLEMENT ³		0	0	0	
AUTRES ACTIFS	12	4 738	1 408	3 330	237 %
COMPTES DE REGULARISATION	12	1 498	235	1 264	539 %
TOTAL DE L'ACTIF		668 852	399 724	269 129	67 %

1.2 Bilan Passif

BGFI BANK EUROPE	Notes	EXERCICE N	EXERCICE N-1	Variations	
PASSIF				Montants	%
En milliers d'euros					
BANQUES CENTRALES, C.C.P.					
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	4	456 592	249 562	207 030	83 %
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	8	143 881	82 182	61 699	75 %
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE		0	0	0	
AUTRES PASSIFS	12	1 821	499	1 321	265 %
COMPTES DE REGULARISATION	12	1 278	3 770	-2 491	-66 %
COMPTES DE NEGOCIATION ET DE REGLEMENT ¹		0	0	0	
PROVISIONS		542	381	161	42 %
DETTES SUBORDONNEES		0	0	0	
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)		0	0	0	
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	1	64 738	63 329	1 409	2 %
CAPITAL SOUSCRIT		40 000	40 000	0	0 %
PRIMES D'EMISSION		0	0	0	
RESERVES		4 000	4 000	0	0 %
ECARTS DE REEVALUATION		0	0	0	
PROVISIONS REGLEMENTEES ET SUBVENTIONS					
D'INVESTISSEMENT		0	0	0	
REPORT A NOUVEAU (+/-)		14 829	10 778	4 051	38 %
RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)		5 909	8 551	-2 642	-31 %
		0	0	0	
TOTAL DU PASSIF		668 852	399 724	269 129	67 %

1.3 Hors-Bilan

BGFI BANK EUROPE	Notes	EXERCICE N 2025	EXERCICE N-1 2024	Variations	
HORS BILAN				Montants	%
En milliers d'euros					
ENGAGEMENTS DONNES		110 735	154 024	-43 289	-28 %
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	15	52 665	35 162	17 503	50 %
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	15	58 070	118 862	-60 792	-51 %
ENGAGEMENTS SUR TITRES					
ENGAGEMENTS RECUS		69 609	60 823	8 786	14 %
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	15	5 000	5 000	0	0 %
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	15	64 609	55 823	8 786	16 %
ENGAGEMENTS SUR TITRES					

1.4 Compte de résultat

BGFI BANK EUROPE	Notes	EXERCICE N 2025	EXERCICE N-1 2024	Variations	
COMPTE DE RESULTAT				Montants	%
En milliers d'euros					
+ Intérêts et produits assimilés	17	23 880	27 957	-4 077	-15 %
- Intérêts et charges assimilées	17	-12 580	-14 235	1 656	-12 %
+ Revenus des titres à revenu variable		5	2	3	144 %
+ Commission (produits)		9 227	9 848	-621	-6 %
- Commission (charges)	17	-895	-845	-51	6 %
Gains / pertes financiers	18	3 798	2 518	1 280	51 %
Autres produits		118	0	118	
PRODUIT NET BANCAIRE		23 554	25 246	-1 692	-7 %
- Charges de personnel	19	7 879	6 372	1 507	24 %
- Charges générales d'exploitation	19	7 417	6 341	1 075	17 %
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations		437	572	-135	-24 %
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		7 839	11 961	-4 122	-34 %
+/- Coût du risque	22	131	-426	557	-131 %
RESULTAT D'EXPLOITATION		7 970	11 534	-3 564	-31 %
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	0	0	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		7 970	11 534	-3 564	-31 %
+/- Résultat exceptionnel		0	-36	36	-100 %
- Impôt sur les bénéfices	24	-2 061	-2 947	886	-30 %
+/- Dotation/reprises de FRBG et provisions règlementées		0	0	0	
RESULTAT NET		5 909	8 551	-2 642	-31 %

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de la société BGFI Bank Europe,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BGFI Bank Europe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l’opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n° 2022-06 et ANC n° 2023-03 exposées dans la note 3.1 Règles d’évaluation et de présentation des états financiers de l’annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit : Risque d’erreur dans l’estimation des dépréciations individuelles des créances douteuses

Risque identifié	Notre réponse
<p>Par son activité, BGFIBank Europe est exposée au risque de crédit portant sur le non-recouvrement des créances accordées à la clientèle et des créances interbancaires.</p> <p>Comme indiqué dans la note 3.8 de l’annexe aux comptes annuels, les dépréciations des créances prennent la forme de dépréciations individuelles. Elles sont déterminées en comparant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus, avec la valeur comptable du prêt.</p> <p>Au 31 décembre 2025, les opérations à la clientèle (actif) et les créances sur établissements de crédits s’élèvent à 365 millions d’euros dont 53 millions d’euros de créances douteuses brutes. Les dépréciations constituées sur ces créances douteuses brutes s’élèvent à 2,5 millions d’euros.</p> <p>Nous avons considéré que la détermination des dépréciations individuelles des créances douteuses constituait un point clé de l’audit des comptes annuels compte tenu de sa sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour la détermination des flux futurs estimés.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité des données utilisées et le bien-fondé des hypothèses retenues par la direction pour déterminer les dépréciations des créances douteuses.</p> <p>Nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none">• pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place par BGFIBank Europe pour identifier les créances sur la clientèle et les créances interbancaires présentant un risque de non-recouvrement et pour déterminer les dépréciations individuelles relatives à ces créances, notamment par l’examen des règles de déclassement en créances douteuses et de leur application ainsi que par des échanges réguliers avec la direction ;• apprécié la pertinence de ces procédures ;• apprécié la qualité des données et le bien-fondé des hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés et des dépréciations des créances douteuses.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous :

- En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BGFIBank Europe par votre assemblée générale du 22 avril 2025 pour le cabinet Forvis Mazars SA et du 18 avril 2023 pour le cabinet RSM Paris.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Forvis Mazars SA était dans la première année de sa mission sans interruption et le cabinet RSM Paris dans la 3^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Levallois-Perret et Paris, le 29 avril 2026

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA
Olivier Gatard
Associé

RSM Paris
Ratana Lyvong
Associé

Le rapport de gestion est à la disposition du public au siège social de la société.